

La défense au cœur de l'économie

Cédric PERRIN – Bruno ALOMAR

Sénateur Les Républicains, vice-président de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat. Auditeur de la 68^e session « Politique de défense » de l'Institut des hautes études de défense nationale.

Ancien haut fonctionnaire au ministère de l'Économie et des Finances ainsi qu'à la Commission européenne. Auditeur de la 68^e session « Politique de défense » de l'IHEDN.

Il est toujours tentant de considérer la défense et l'économie comme deux objets séparés, se regardant parfois avec une défiance mutuelle. La défense est l'essence du régalien, la colonne vertébrale de l'État, c'est-à-dire de la Cité. Elle est la main visible, ou, pour ainsi dire, le glaive visible de la puissance publique. L'économie, quant à elle, est le lieu des choix individuels libres, des consommateurs et des entreprises. Depuis la chute du mur de Berlin, sa fameuse main, invisible celle-là, s'est déployée dans toujours plus de domaines de nos vies, au service des intérêts privés.

Pourtant, rien n'est plus faux que cette opposition rassurante entre défense et économie. Interprétant à sa manière toute personnelle le « retour du tragique » qui est la marque de notre époque, le président américain Donald Trump, emboîtant le pas à Ronald Reagan, lequel avait compris que l'économie était la plus efficace des armes de l'Occident face au communisme, n'en finit pas d'asséner cette vérité si oubliée qu'elle en devient blessante : la continuité fondamentale entre le domaine de l'économie et celui de la défense. Il ne dit pas autre chose quand, emboîtant cette fois le pas à Barack Obama, qui, déjà, s'exaspérait des « *free riders* » de l'Otan, il vitupère contre les Européens. Ces derniers trouvent d'autant moins grâce aux yeux de Donald Trump de ne pas augmenter rapidement leurs dépenses militaires pour les porter à 2 % du PIB, qu'en creux, il n'envisage pas que de telles dépenses puissent être effectuées par ses alliés autrement qu'en achetant du matériel américain.

La réalité est que l'économie et la défense, loin de s'ignorer, s'entremêlent pour concourir à notre souveraineté et à notre prospérité. Les investissements dans la défense, loin de n'être que des dépenses improductives, sont bien au contraire des investissements au sens économique du terme, à la fois dans la formation des citoyens que l'on nomme « soldats », mais aussi dans le développement technologique de la France et dans une partie non négligeable de ses emplois les plus qualifiés.

Défense et économie, c'est évidemment la question budgétaire. Elle est particulièrement épineuse. L'indispensable remontée en puissance des dépenses militaires, telle que consacrée par la Loi de programmation militaire (LPM),

s'effectue dans un contexte marqué par les difficultés de nos finances publiques. À l'heure où des choix essentiels devront être faits (modernisation de notre force de frappe nucléaire, question du second porte-avions, développement des technologies numériques dans les forces, etc.), la France risque de se retrouver prise en étau, avec une croissance potentielle faible, et donc des recettes fragiles, alors même que la remontée des taux d'intérêt, inéluctable avec la fin des politiques monétaires accommodantes, créera une tension forte sur notre financement. Pour la France, il s'agira à l'évidence d'une période de vérité : veut-elle, dans un contexte économique et financier difficile, conserver l'outil de défense qui correspond aux responsabilités mondiales qu'elle estime être les siennes ?

Défense et économie, c'est aussi la question de la technologie. Est-il permis de rappeler qu'*Internet* et la numérisation correspondent initialement à un projet militaire ? Les dépenses de défense sont bien au cœur de l'effort de recherche et développement (*R&D*) de notre pays. Les exemples sont nombreux. Le plus achevé concerne sans doute la dissuasion nucléaire. Les investissements réalisés à ce titre sont à l'origine de retombées industrielles essentielles dans les domaines aussi divers que les matériaux, les sonars, les super-ordinateurs. Elles donnent lieu à des débouchés dans des secteurs tels que l'énergie, l'aéronautique, la médecine, le transport, le numérique. La dualisation progressive des équipements militaires ne signifie ainsi pas uniquement des transferts du civil vers le militaire, mais également le mouvement opposé. Les armées, et c'est peu connu, offrent également une capacité de test et de certification de nombreuses technologies et équipements, souvent dans des environnements très contraignants. Aux États-Unis, c'est d'ailleurs une part non négligeable du « contrat moral » qui lie militaires et industriels : les seconds fournissent aux premiers des technologies de pointe, charge à eux de « rembourser » l'investissement par une contribution aux tests grandeur nature de ceux-ci.

Défense et économie, c'est, toujours, la question de l'industrie, c'est-à-dire celle de l'emploi et celle de l'aménagement du territoire. Les dépenses militaires contribuent à l'évidence à la sanctuarisation sur notre territoire de nombreux emplois. La raison en est simple : parce qu'il s'agit d'activités extrêmement sensibles pour notre souveraineté, leur délocalisation à l'étranger est inenvisageable. Que l'on songe, exemple parmi tant d'autres, au pôle d'excellence cyber de Rennes. Au-delà des technologies de souveraineté que celui-ci est amené à développer pour l'État, il s'agit avant tout de localiser et installer de manière pérenne une filière d'excellence dans des domaines critiques pour de nombreux secteurs (réseaux, objets connectés, cybersécurité, matériaux, etc.). De là, car la défense est tout à la fois recruteur, formateur, financeur et client, découle une vraie architecture logique associant formation, *R&D* et production, pour créer un tissu industriel complet. La défense, plus que de nombreux autres secteurs, est en ce sens un acteur très important du développement des territoires et des régions. Par l'éclatement des pôles industriels dans les différentes régions (Toulouse et Bordeaux pour

l'aéronautique, Toulon et Cherbourg pour le naval, Rennes pour le Cyber, etc.), elle œuvre à la politique tant désirée mais si peu appliquée « d'égalité des territoires ».

Envisager la défense et l'économie c'est, enfin, traiter la question de notre souveraineté économique. En la matière, il est urgent de remiser une certaine naïveté qui a prévalu alors que l'époque était aux « dividendes de la paix » et au « tout marché ». Nos alliés américains, eux, ne sont plus naïfs depuis longtemps, si tant est qu'ils l'aient jamais été. Les liens extrêmement forts qui existent entre les géants américains du numérique et les luttes de souveraineté dans le cyberspace ne sont à cet égard que la face actuelle la plus visible d'une réalité ancienne, qui lie la Défense de l'Amérique à son industrie. Les difficultés économiques britanniques qui ont permis aux États-Unis de mettre la main sur British Aerospace, fleuron anglais de l'aéro-défense, devraient à ce titre être un signal d'alarme fort pour les dirigeants français.

En ce domaine précis, il est urgent que la France et ses partenaires européens fassent preuve d'une plus grande fermeté, et cessent de s'abriter derrière des mécanismes européens pensés pour un monde irénique. Notre partenaire allemand a évolué en mettant son *veto* au rachat par la Chine d'entreprises industrielles de pointe. Qu'il soit permis ici de donner plusieurs illustrations de ce sujet essentiel.

Dans le domaine de l'exploitation des ressources maritimes, halieutiques et minières, potentiellement de très haute valeur ajoutée (nodules), il est vain de prétendre garder la maîtrise de ces ressources sans une Marine capable d'y affirmer notre souveraineté dans un domaine maritime qui figure au deuxième rang mondial (11 millions de km², soit l'équivalent de la surface du Canada et de l'Alaska). Face à la montée inéluctable de la compétition économique dans le Pacifique et l'océan Indien pour l'exploitation des ressources, Chinois, Japonais, Vietnamiens, Sud-Coréens et autres regardent déjà avec envie les 5 millions de km² de zone économique exclusive de la Polynésie française, sans parler des zones autour de la Nouvelle-Calédonie. Face à des manœuvres agressives, à l'intromission de navires-usines de pêche et à la destruction programmée d'écosystèmes fragiles, la Marine n'est en capacité de fournir en permanence à Papeete qu'une vieille frégate *Floréal* (1990) et quelques patrouilleurs. C'est à l'évidence insuffisant.

Dans le domaine de l'énergie, on assiste depuis quelques années à une véritable offensive de la Chine, visant à s'approprier des infrastructures pourtant essentielles à la sécurité du continent européen. Profitant des politiques communautaires successives de libéralisation des secteurs de transport et de distribution de gaz et d'électricité, les acteurs étatiques chinois sont lancés dans une politique de rachat des compagnies électriques européennes. Pénétrant le continent par ses pays les plus faibles économiquement (Portugal, Grèce, Italie, etc.), la Chine a d'ores et déjà acquis des parts dans de nombreux acteurs majeurs du transport et de la distribution d'électricité, lui permettant, par le jeu du lobbying, de peser plus qu'aucun autre sur les décisions européennes dans ce domaine. La Chine a, c'est

La défense
au cœur de l'économie

plus grave, acquis la capacité de connaître finement des infrastructures vitales à la sécurité et à la défense du continent européen, y compris les plus intimes faiblesses de ces réseaux essentiels. En ce sens, la France pourrait être la prochaine cible de ces acteurs, surtout si le gouvernement confirme son choix de vendre les parts de l'État dans les entreprises publiques de l'énergie.

*

**

Au total, dans un monde de faible croissance, marqué par le retour de la conflictualité, tout se tient, et l'imbrication des dimensions politique, économique, diplomatique, militaire de l'action publique a vocation à être de plus en plus grande. Sans une défense digne de ce nom, il n'est pas pour un pays de « seulement » soixante-cinq millions d'habitants d'espoir de peser sur les grands enjeux économiques mondiaux ! ♦